

TORTURE

Adieu Démocratie?

L'interdit absolu de la torture a été remis en question par le gouvernement des Etats-Unis. La FIACAT analyse les conséquences d'une reconduction des loi d'exception promulguées après le 11 septembre 2001.

Comment une démocratie peut-elle justifier le recours à la torture? Comment peut-elle détenir au secret et sans procès des présumés terroristes (et donc présumés innocents jusqu'à ce que leur culpabilité soit établie par un tribunal compétent) sans perdre toute légitimité?

L'administration américaine et à sa tête son Président, a fait tout cela, en violation de son propre constitution (Amendement 5 et 6) et de nombreux traités internationaux (Convention contre la torture, Pacte International relatif aux droits civils et politiques, Conventions de Genève, entre autres).

Premier acte de cette destruction méthodique des piliers de nos sociétés démocratiques: juste après les attentats du 11 septembre, adoption du "USA Patriot Act" dont l'acronyme (*Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act*) (1), indique très clairement sa nature et son objet. Cette loi accorde des pouvoirs exceptionnels à la police, diminue le rôle de la défense et remet en cause l'Habeas Corpus. Elle crée surtout le statut de "combattants ennemis ou illégaux", qui autorise le gouvernement américain à détenir sans limite de temps et sans inculpation toute personne qu'elle présume terroriste!

Ce dispositif permet de maintenir encore en détention, à l'isolement et sans jugement (seulement une dizaine de prisonniers a fait l'objet d'une inculpation), près de 500 personnes sur la base de Guantanamo. Pour compléter ce texte liberticide, un décret présidentiel (*Executive Order*) du 13 novembre 2001, instaure des tribunaux militaires d'exception compétents pour juger les étrangers (*aliens*) identifiées comme "com-

battants ennemis" par le seul pouvoir exécutif et sur la base de témoignages ou de preuves secrètes. Le "USA Patriot Act", loi d'exception qui n'était valable à l'origine

que pour 4 ans, devrait être reconduit avant le 10 mars 2006. Quatorze des seize dispositions deviendraient permanentes, les deux autres étant prorogées pour 4 ans.

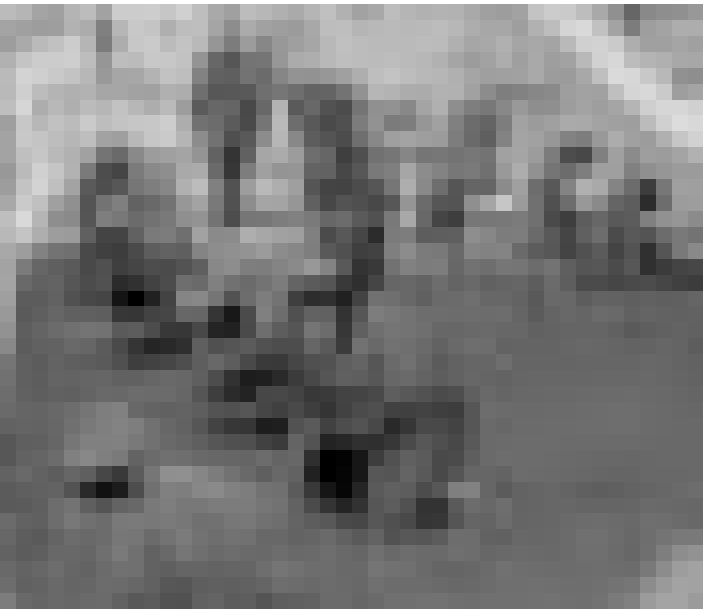


photo: Asia Times

TRIBUNE LIBRE

Le Hamas doit-il reconnaître Israël?

Le "Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient" prend position sur les exigences formulées par l'Union Européenne pour poursuivre son soutien à l'autorité palestinienne.

De partout fusent les appels demandant au Hamas de reconnaître Israël. Pour faire bonne mesure, l'Union Européenne a également appelé le Hamas au respect des accords signés. On peut se demander pourquoi elle n'a pas également demandé à Israël de respecter les accords signés quand l'Union débloquent 120 millions d'euros d'aide urgente suite à la décision unilatérale des Israéliens de bloquer le versement des droits de douane revenant aux Palestiniens. Cette décision israélienne n'est-elle pourtant pas en contravention avec les accords signés?

Demander au Hamas de reconnaître Israël et de renoncer à la lutte armée, c'est demander au Hamas et aux Palestiniens qui ont voté pour ce parti de reconnaître un Etat qui, de son côté, ne leur reconnaît aucun droit et qui le fait au mépris du droit international. Si Israël n'avait pas eu le soutien constant de l'influente minorité à l'ONU que sont les Etats-Unis d'Amérique et les Iles Marshall, il aurait dû faire l'objet de sanctions internationales une bonne dizaine de fois au cours des soixante dernières années. Israël refuse de reconnaître une quelconque responsabilité dans le sort de plusieurs millions de réfugiés palestiniens dont un très grand nombre possèdent un titre de propriété légitime sur des terres occupées par des Israéliens. Israël a annexé Jérusalem-Est en vertu du

Deuxième acte de "dilution" de la notion de torture : déclaration du Président Bush vidant de sa substance l'amendement du sénateur Mac Cain qui visait à interdire explicitement les traitements cruels, inhumains ou dégradants sur des prisonniers détenus par les américains. Le Président y rappelle que ses pouvoirs de Commandant en Chef lui permettent de passer outre à la loi. Autrement dit, si la torture est nécessaire à la sécurité nationale, elle sera utilisée malgré la loi.

Troisième acte qui risque de sonner le glas de l'interdiction absolue du recours à la torture : l'amendement Graham-Levin voté en dernière minute enlève aux Cours fédérales américaines la compétence pour recevoir des plaintes pour traitements abusifs de la part des "combattants illégaux". Ceux-ci ne peuvent dès lors plus contester les raisons de leur emprisonnement. Ce texte est extrêmement dangereux puisqu'en empêchant les prisonniers de porter plainte pour torture ou traitements cruels inhumains ou dégradants, il rend implicitement accep-

tables les preuves obtenues sous la contrainte. En cela, il constitue un précédent désastreux!

En définitive, les Etats-Unis ont ouvert une brèche dans des fondements qui semblaient acquis. Et la plupart des démocraties s'y sont engouffrées. Mettre de côté les principes fondateurs du droit et de la liberté si chèrement acquis, c'est franchir le pas qui distingue les services de sécurité d'un Etat des terroristes qu'ils combattent. La lutte contre le terrorisme doit se faire dans le respect des droits humains sous peine de faire perdre à nos démocraties toute crédibilité et tout fondement. L'interdiction de la torture est absolue et ne peut souffrir aucune dérogation.

Sylvie de Pontual

(1) Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme

décision de la Cour Internationale de Justice de La Haye leur enjoignant d'en stopper la construction. Ils continuent de rendre la vie des Palestiniens impossible en occupant illégalement la Cisjordanie et Jérusalem-Est et en les enfermant dans des banthoustans invivables. Le droit à la résistance à l'occupation est un droit universel dont firent usage nos parents et grands-parents lors de la Deuxième Guerre Mondiale.

A Oslo en 1992, les Palestiniens acceptèrent de reconnaître Israël sans obtenir la reconnaissance claire de leurs revendications sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Ils parièrent alors sur la dynamique de la paix, de la main tendue qui nécessairement, pensèrent-ils, appellerait une réciprocité du côté israélien. Malheureusement, force est de constater que ce pari est perdu. Oslo est mort depuis longtemps. Pour ceux qui en doutaient encore, ce 8 mars, le Premier Ministre israélien M. Ehud Olmert a annoncé le projet de fixer unilatéralement les frontières de l'Etat d'Israël, non pas sur base de la Ligne Verte (frontières de 1967, internationalement reconnues), mais sur base du tracé du Mur, des grandes colonies de peuplement, y compris celles qui entourent Jérusalem-Est.

Si tous les hommes naissent libres et égaux en droits, alors les Palestiniens ont les mêmes droits que les Israéliens à une patrie libre et sûre et à une vie digne. Jusqu'à quand nos gouvernants soutiendront-ils un Etat israélien qui, dans son action quotidienne, nie cela? Jusqu'à quand les laisserons-nous faire?

Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient

Présidente de la Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture
fiacat@fiacat.org

paixjuste@yahoo.com,
www.paixjuste.cercle.lu